

RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 01212
Numéro SIREN : 440 198 687
Nom ou dénomination : GENEXI

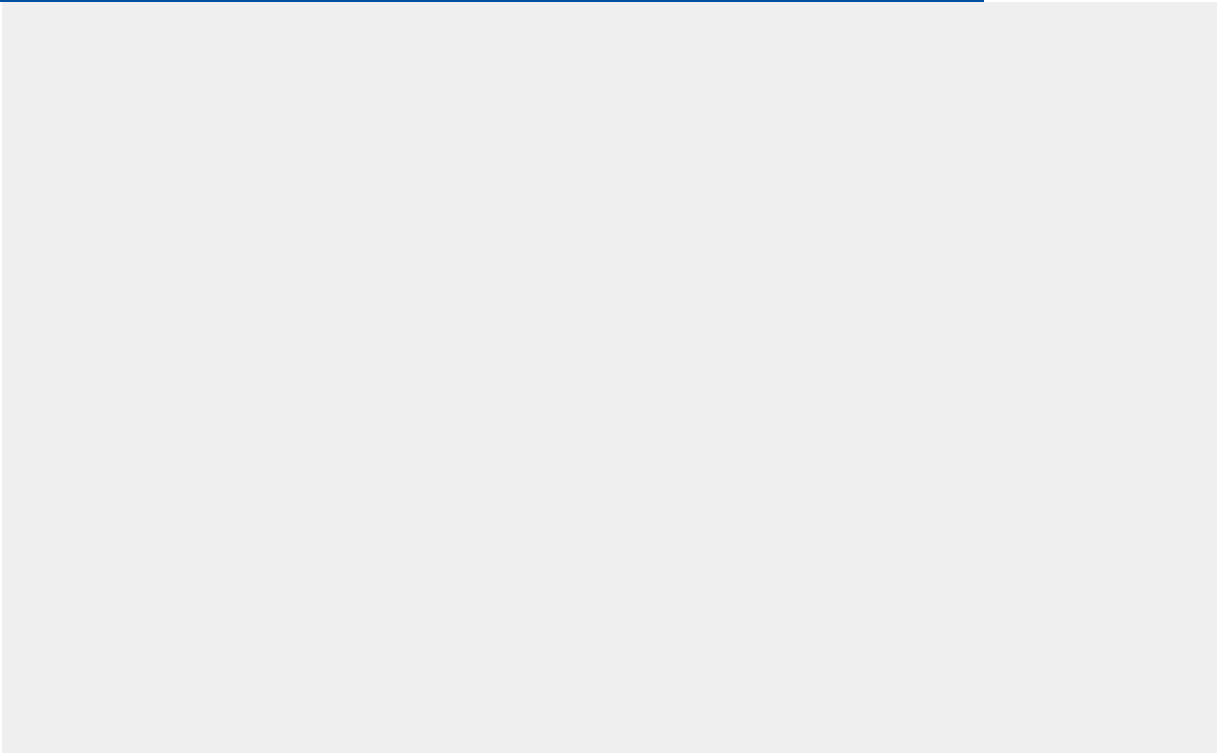

Ce dépôt a été enregistré le 19/07/2022 sous le numéro de dépôt 15538

CENEXI

52 Rue Marcel et Jacques Gaucher

94120 FONTENAY SOUS BOIS

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -**Comptes annuels**

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	15
Amortissements	16
Provisions pour risques et charges	17
Provisions et dépréciations	18
Créances et dettes	19
Produits à recevoir	20
Charges à payer	21
Charges et produits constatés d'avance	22
Engagements de crédit-bail	23
Composition du capital social	24
Variation des capitaux propres	25
Ventilation du chiffre d'affaires	26
Charges et produits exceptionnels	27
Opérations avec les entreprises liées	28
Situation fiscale différée et latente	29
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	30
Engagements financiers donnés et reçus	31
Effectif moyen	32

Comptes annuels

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 898 234	3 566 049	332 185	244 092
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	584 805	522 939	61 866	63 216
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 661 479	87 186	2 574 293	2 576 084
Constructions	55 024 457	51 169 518	3 854 939	3 366 189
Installations techniques, matériel, outillage	119 373 306	90 258 586	29 114 720	23 269 497
Autres immobilisations corporelles	4 699 865	4 499 213	200 652	366 875
Immobilisations en cours	4 587 317		4 587 317	5 391 820
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1		1	1
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	98 335		98 335	98 595
Autres immobilisations financières	121 076		121 076	120 272
ACTIF IMMOBILISE	191 048 875	150 103 490	40 945 385	35 496 640
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	11 204 786	2 609 003	8 595 783	7 586 871
En-cours de production de biens	695 682		695 682	491 713
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	9 191 666	1 414 471	7 777 195	5 643 449
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	3 831 891		3 831 891	4 826 525
Autres créances	9 982 198		9 982 198	11 975 221
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	877 126		877 126	116 629
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 859 494		1 859 494	1 456 193
ACTIF CIRCULANT	37 642 842	4 023 473	33 619 369	32 096 600
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	228 691 718	154 126 964	74 564 754	67 593 240

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 20 000 001)	20 000 001	20 000 001
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 935 206	1 935 206
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 816 420	1 816 420
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-9 478 885	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-7 222 601	-9 478 885
Subventions d'investissement	2 225 283	2 225 283
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	9 275 423	16 498 025
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	292 615	1 250 065
Provisions pour charges	8 889 870	8 379 254
PROVISIONS	9 182 485	9 629 319
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	2 706 411	2 406 400
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 429 403	21 339 835
Dettes fiscales et sociales	8 848 595	11 731 487
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	15 902 963	5 786 313
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	219 473	201 862
DETTES	56 106 846	41 465 897
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	74 564 754	67 593 240

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	3 960 541	30 854 267	34 814 808	39 239 766
Production vendue de services	17 788 137	32 677 585	50 465 722	50 618 815
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	21 748 677	63 531 853	85 280 530	89 858 581
Production stockée			613 672	-4 215 369
Production immobilisée			488 927	387 474
Subventions d'exploitation			319 182	68 076
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 058 064	5 016 281
Autres produits			3 836 840	5 088 001
PRODUITS D'EXPLOITATION			94 597 216	96 203 044
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			22 463 218	25 219 504
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 200 538	-987 344
Autres achats et charges externes			29 218 402	29 657 325
Impôts, taxes et versements assimilés			2 875 233	3 871 536
Salaires et traitements			25 062 117	25 670 538
Charges sociales			10 580 546	10 882 967
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 300 148	4 647 738
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 784 054	2 928 591
Dotations aux provisions			996 779	1 560 874
Autres charges			1 675 304	1 365 580
CHARGES D'EXPLOITATION			98 755 263	104 817 308
RESULTAT D'EXPLOITATION			-4 158 047	-8 614 265
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			10	1 152
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			8 373	1 554
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			8 382	2 706
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			43 121	73 200
Intérêts et charges assimilées			230 398	217 243
Différences négatives de change			6 425	17 966
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			279 944	308 409
RESULTAT FINANCIER			-271 562	-305 703
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-4 429 609	-8 919 968

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 181 915	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	11 000	764 354
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	747 340	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 940 255	764 354
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 408 934	885 963
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 664	339 544
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 411 598	1 225 507
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 471 343	-461 153
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	321 650	97 765
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	97 545 853	96 970 104
TOTAL DES CHARGES	104 768 455	106 448 989
BENEFICE OU PERTE	-7 222 601	-9 478 885

Annexes

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Aucun changement de méthode comptable sur l'exercice 2021.

CHANGEMENT D'ESTIMATION COMPTABLE

Aucun changement d'estimation comptable sur l'exercice 2021.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Conséquences de la crise sanitaire COVID-19 :

La performance financière de Cenexi avait en 2020 été marquée par les effets de la pandémie de Covid-19, effets qui se sont poursuivis sur 2021, notamment, le report de paiement des charges sociales Urssaf des mois de mars à mai 2020 pour un montant de 2 872 K€. Au 31 décembre 2021, les dettes sociales faisant l'objet du report sont apurées et l'échéancier défini et convenu entre l'organisme social et la société Cenexi a été respecté.

A noter, qu'un nouveau report de paiement de charges sociales a été effectué courant 2021. Les dettes sociales faisant l'objet de ce report s'élèvent à 286 K€ au 31 décembre 2021 pour Cenexi et ont été payées le 25 janvier 2022.

Report de paiement de dettes fournisseurs

Le poste « fournisseurs et comptes rattachés » s'élève à 28 429 K€ au 31 décembre 2021, dont des échéances d'un montant total de 2 551 K€ pour lesquelles le paiement aurait dû intervenir sur 2021, et qui pour des raisons exceptionnelles, a eu lieu tout début 2022.

Inspection ANSM

L'établissement de Fontenay-Sous-Bois de Cenexi a fait l'objet entre le 25 et le 29 janvier 2021 de l'inspection de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament usuellement pratiquée tous les 2 ans dans le cadre du renouvellement du certificat d'exercice (Certificat BFP). Cette inspection a mis en évidence des écarts majeurs notifiés dans une lettre d'injonction en date du 2 juillet 2021 qui donne obligation de corrections au plus tard le 30 juin 2022. Pour autant l'ANSM a procédé au renouvellement du certificat pour les deux années à venir. Cenexi a mis en oeuvre les moyens pour satisfaire ses obligations le plus rapidement possible. Un suivi des actions est présenté, de manière régulière, au Conseil d'Administration et est communiqué mensuellement aux clients. Le plan de remédiation s'est clôturé à fin avril 2022 et l'ANSM a été informée de cette complétude.

Rachat du magasin technique auprès de VEOLIA

Dans le cadre de la réinternalisation du contrat des utilités géré par Véolia effective au 1er avril 2022, le stock de pièces détachées du site de Fontenay-sous-Bois a été racheté auprès de la société Véolia. Ce rachat impacte les comptes de la société Cenexi de la manière suivante au 31 décembre 2021 :

- + 976 K€ de valeur d'actif de stock
- + 976 K€ de dettes financières et comptes rattachés

Ces montants sont établis sur la base d'un inventaire contradictoire réalisé courant novembre 2021 entre Cenexi et

Règles et méthodes comptables

Véolia.

Contrôle fiscal :

Depuis le 21 décembre 2020, Cenexi fait l'objet par l'Administration Fiscale d'un contrôle de vérification de comptabilité au titre des années 2017 à 2019. A ce jour, le contrôle est toujours en cours et aucune rectification n'a été signifiée.

Ground 21 :

Le site Cenexi de Fontenay-sous-Bois est partiellement inexploité.

Dans le cadre de son plan de réaménagement du quartier, la municipalité a engagé un processus de rachat de ces bâtiments inexploités mais aussi des parkings et des parcelles voisines.

La partie du site visée par cette procédure correspond en grande partie à la zone historiquement exploitée par Roche pour ses activités de productions chimiques. Cette zone a été démantelée, dépolluée puis convertie en parking en 2002.

Sur les conseils des experts qui l'assistent, Cenexi explore toutes les voies permettant la meilleure valorisation du foncier concerné (la « Transaction »).

A des fins de préparation des éléments nécessaires à la Transaction, une analyse des sols et des sous-sols a été réalisée. Elle a mis en évidence quelques pollutions spécifiques dues aux productions chimiques historiques de Roche. Un plan de dépollution est engagé sans que ne soit remise en cause la conformité du site à l'usage qui en est fait et déclaré.

En complément, les sondages réalisés sur la zone pharmaceutique, en exploitation, et aux limites mitoyennes du site montrent que les sols et sous-sols de ces autres zones sont intègres.

Emprunts bancaires :

Courant 2021, la société Cenexi a souscrit un nouvel emprunt bancaire de 1M€ auprès de la Banque Neuflyze, remboursable en 20 échéances trimestrielles.

Les termes et conditions d'emprunts bancaires souscrits auprès des banques Neuflyze, LCL et Palatine contractés par Cenexi prévoient le respect de covenant, tous respectés au 31 décembre 2021.

Activité :

Au cours de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires de la société Cenexi s'est élevé à 85,281 millions d'euros en baisse par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 2020 (89,859 millions d'euros). Il se décompose comme suit :

- site de Fontenay-sous-Bois : un chiffre d'affaires de 77,070 millions d'euros en 2021 par rapport à 80,965 millions d'euros en 2020 ;

- site d'Osny : un chiffre d'affaires de 8,211 millions d'euros en 2021 par rapport à 8,893 millions d'euros en 2020 ;

Au cours de l'exercice 2021, la production de la société Cenexi se décompose de la façon suivante :

- le site de Fontenay-sous-Bois : 208,010 millions d'ampoules et 252,123 tonnes de fabrication de formes solides en 2021 par rapport à respectivement 231,543 millions d'ampoules et 265,246 tonnes de fabrication de formes solides en 2020 ;

- le site d'Osny : 17,689 tonnes de comprimés et gélules et 10,548 millions de packs en 2021 par rapport à 13,49 tonnes de comprimés et gélules et 12,15 millions de packs en 2020.

Règles et méthodes comptables

Investissements :

Les investissements corporels et incorporels réalisés par la société Cenexi s'élèvent à 10,724 millions d'euros en 2021 par rapport à 11,181 millions d'euros en 2020.

Les principaux investissements de l'exercice portent sur les projets suivants :

- Dépenses visant à améliorer la productivité ou la durée de vie : 7,979 millions d'euros
- Amélioration produits : 0,326 million d'euros
- Nouveaux produits : 0,493 million d'euros
- Réglementaire : 0,297 million d'euros
- Réduction des coûts : 0,954 million d'euros
- Informatique : 0.135 million d'euros
- Projet Urapidil Stragen (création d'une salle de fabrication) : 0,540 million d'euros

Autres produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation correspondent principalement à :

- des refacturations clients de matériels : 0,659 million d'euros en 2021 contre 0,922 million d'euros en 2020 ;
- des services intragroupes : 2,284 millions d'euros en 2021 contre 2,186 millions d'euros en 2020 ;
- des facturations de destruction et de frais d'articles de conditionnement : 0,791 million d'euros en 2021, contre 1,465 million d'euros en 2020 ;
- d'autres produits de 0,103 million d'euros en 2021 contre 0,516 million d'euros en 2020.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Cession du groupe Cenexi

En date du 16 mars 2022, une session d'information de la Présidence du groupe Cenexi s'est tenue afin d'informer les partenaires sociaux et les salariés de l'ensemble des sites du projet de cession du groupe. Après six ans d'activité, l'actionnaire actuel souhaite confier le développement du groupe à un nouvel actionnaire.

Litige ROCHE

Suite à différents litiges commerciaux, Cenexi et son client Roche ont trouvé un compromis sous forme de « settlement agreement » signé le 14 avril 2022. Cet accord impacte négativement de 1 967 K€ les comptes de la société Cenexi à la clôture 2021. Voici le détail de cet impact :

- 2 836 K€ de produits exceptionnels dont:
 - 2 182 K€ en produits exceptionnels sur opérations de gestion (reprise de provisions existantes)
 - 654 K€ en reprise exceptionnelle de provisions pour risques et charges
- 4 803 K€ de charges exceptionnelles sur opérations de gestion

Guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine n'impacte pas directement l'activité du groupe Cenexi mais a des répercussions sur le coût des énergies (gaz, électricité, ...). Le groupe Cenexi prévoit de répercuter à ses clients une partie de ces surcoûts énergétiques.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur brute des immobilisations incorporelles est comptabilisée pour sa valeur d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation des logiciels sont calculés selon le mode linéaire et d'après les durées d'utilité suivantes :

Règles et méthodes comptables

Immobilisations incorporelles

Logiciels de gestion	5 ans
Autres logiciels	2 ans

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire et d'après la durée d'utilité. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles

Agencements et aménagements de terrain	10 ans
Bâtiments	25 ans
Agencements aménagements des bâtiments	10 ans
Ouvrages d'infrastructure	10 ans
Installations complexes	15 ans
Installations de fabrique	15 ans
Matériel	10 ans
Petit outillage	2 ans
Véhicules	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier (acquis jusqu'au 31/12/2004)	3 ans
Mobilier (acquis à compter du 1/1/2005)	6 ans

Les immobilisations font l'objet d'une dépréciation si leur valeur nette comptable est supérieure à la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

De plus, en cas d'indice de perte de valeur, les immobilisations corporelles font l'objet d'une dépréciation basée sur les cash flow futurs actualisés.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évalués à leur valeur nominale.

STOCKS ET EN COURS

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués et encours de production sont évalués à leur coût de production.

Les charges fixes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion des coûts de sous activité.

DEPRECIATION DES STOCKS

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision.

- Articles de conditionnement, matières premières et principes actifs :
 - Stocks bloqués : dépréciation au cas par cas ;
 - Stocks à rotation lente : dépréciation à 50% si supérieure à 2 ans, 25 % si supérieure à 1 an ;
- Semi-finis :
 - Stocks bloqués et en quarantaine : dépréciation au cas par cas ;
- Produits finis :
 - Stocks bloqués et en quarantaine : dépréciation au cas par cas ;

Règles et méthodes comptables

- Dépréciation écrêtage - produits finis :

- Les stocks de produits finis sont ramenés à leur valeur actuelle, de manière à ce que leur prix de vente soit au moins supérieur à leur valeur stockée.

Les stocks de matières et de produits finis sont dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

- Pièces détachées :

Les pièces détachées sont dépréciées en fonction de leur taux de rotation selon l'échelle suivante :

- taux de rotation de 1 à 12 mois : pas de dépréciation
- taux de rotation de 13 à 24 mois : dépréciation à hauteur de 15%
- taux de rotation supérieur à 24 mois : dépréciation à hauteur de 50%
- taux de rotation nul : dépréciation à hauteur de 100%
- articles nouvellement créés en 2021 ou ayant eu une entrée en 2021 : pas de dépréciation

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances et les dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du cours de change à la date de clôture de l'exercice utilisé par le groupe. Les différences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écart de conversion actif ou passif. Les écarts de conversion actif ont donné lieu à la constitution d'une provision pour risques et charges.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles chaque dossier était susceptible de donner lieu.

L'état des créances mentionne le poste "Débiteurs divers" pour un total de 3,615 millions d'euros.

Ce poste est constitué à hauteur de 2,748 millions d'euros de compte courant envers l'organisme d'affacturage. Le montant des créances cédées au factor au 31 décembre 2021 s'élève à 11,716 millions d'euros et est mentionné dans les engagements financiers.

CAPITAUX PROPRES

Dans le cadre du financement d'une immobilisation liée à l'optimisation énergétique de l'installation thermique du site de Fontenay sous-bois, la société Cenexi a bénéficié de subvention d'investissement d'un montant total de 2 225 283€. Cette subvention finance partiellement l'acquisition. Au 31 décembre 2021, l'immobilisation n'est pas mise en service mais dès qu'elle le sera, la subvention sera reprise à hauteur des amortissements pratiqués.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Engagements en matière de retraite et de primes d'ancienneté

Conformément à la recommandation ANC 2013-02, les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite et de primes d'ancienneté, tels qu'ils résultent des conventions et des accords collectifs, font l'objet d'un calcul actuariel chaque année et sont comptabilisés sous forme de provision pour charge selon la méthode du corridor.

Traitement comptable

Le montant total de l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite et des primes d'ancienneté est constaté au bilan, en provisions pour pensions et obligations similaires.

Il comprend la valeur actualisée à la date de la clôture de l'obligation au titre des prestations définies, majorée des profits actuariels (minorées des pertes actuarielles), diminuée du coût des services rendus.

Les écarts actuariels sont comptabilisés selon la méthode du corridor.

Méthodes actuarielles et principales hypothèses retenues

Les indemnités de fin de carrière sont obligatoires pour la partie légale ou conventionnelle. Les primes d'ancienneté sont accordées aux salariés en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise.

Règles et méthodes comptables

La méthode d'évaluation retenue est celle des unités de crédit projetées avec prorata. Elle consiste à projeter le salaire jusqu'à la date de départ à la retraite du salarié et à déterminer le montant de l'indemnité à la date de départ à la retraite en fonction du barème la plus favorable pour le salarié, entre la convention collective nationale des industries chimiques et celle de l'industrie pharmaceutique.

Le passif social est égal à l'indemnité actualisée au taux de rendement financier net retenu sur la durée restant à courir de la date d'évaluation jusqu'à la date de départ à la retraite, montant pondéré par la probabilité de décès, de sortie de l'entreprise, etc.

Ces indemnités sont versées en une seule fois sous forme de capital et non sous forme de pension, et ne sont dues que si le salarié est présent au moment de son départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour établir le montant des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2021 sont les suivantes :

- Taux d'actualisation 0,98 % ;
- Taux de progression des salaires en fonction des catégories 1,5 % ;
- Taux de charges sociales et fiscales patronales 42,65% ;
- Taux d'inflation future : 2% ;
- Taux de rotation du personnel selon l'ancienneté des salariés et leur statut.

La recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée courant 2021 et publiée le 17 novembre 2021 n'est pas appliquée dans les comptes clos au 31 décembre 2021 du groupe Phixen.

Provisions pour litiges

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels, la société effectue une revue des risques potentiels et des litiges identifiés. En fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, et le cas échéant après concertation avec ses conseils, la société procède à la constitution ou à la mise à jour des provisions pour litiges constituées.

DEFINITION DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et/ou anormal, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de Cenexi. Il n'y a pas de changement par rapport à 2020.

Il s'agit notamment :

- des coûts de restructuration et de transformation de la société, dont les plans de départ (PSE, ...),
- des dépréciations exceptionnelles d'actifs (immobilisations incorporelles et corporelles, actifs circulants, ...),
- des coûts de consultance et d'avocats en restructuration et transformation,
- des coûts de départs (licenciements, ruptures conventionnelles, transactions) et des coûts de départ en retraite, ainsi que les charges sociales y afférentes,
- des provisions pour risques et charges exceptionnels,
- des pénalités et amendes,
- des dépréciations d'écarts d'acquisition,
- des produits de reprise des écarts d'acquisition négatifs,
- des subventions d'équilibre et d'investissement,
- des résultats de cession des immobilisations.

Règles et méthodes comptables

SITUATION FISCALE

Le résultat de l'exercice au plan fiscal est un déficit.

La société Cenexi fait partie d'un groupe d'intégration fiscale dont la société mère est Phixen.

La convention d'intégration fiscale liant les deux sociétés repose sur le principe de neutralité et conduit la société Cenexi à comptabiliser sa charge d'impôt éventuelle comme en l'absence d'intégration fiscale. En 2021, comme lors des années précédentes, aucun produit d'impôt n'est reconnu au titre du déficit fiscal constaté.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les rémunérations versées aux membres de la direction ne sont pas communiquées car cela reviendrait à donner une information individuelle.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

À ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R.123-198 11°.

COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

La loi n°2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale a réformé le financement de la formation professionnelle.

Ainsi le Compte Personnel de Formation (CPF) existe depuis le 1^{er} janvier 2015.

Les heures de formation au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) sont transférables et pouvaient être mobilisées dans les conditions du CPF jusqu'au 30 juin 2021.

La gestion de la formation a été externalisée auprès d'un Opérateur de Compétences (OPCO).

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 242 707		240 331
Terrains	2 661 479		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	19 836 923		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	33 959 508		1 231 848
Install. techniques, matériel et outillage ind.	109 985 404		11 322 809
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	726 927		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 943 366		29 572
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	5 391 820		1 574 450
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	176 505 428		14 158 679
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations		1	
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	218 867		13 461
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	218 868		13 461
TOTAL GENERAL	180 967 003		14 412 471

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			4 483 039	
Terrains			2 661 479	
Constructions sur sol propre			19 836 923	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		3 822	35 187 534	
Installations techn., matériel et outillages ind.	1 143 286	791 621	119 373 306	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			726 927	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			3 972 938	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	2 378 953		4 587 317	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 522 239	795 443	186 346 425	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		12 917	219 411	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		12 917	219 412	
TOTAL GENERAL	3 522 239	808 360	191 048 875	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 785 912	153 590	-149 486	4 088 988
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 785 912	153 590	-149 486	4 088 988
Terrains	85 395	1 790		87 186
Constructions sur sol propre	18 217 005	290 306		18 507 310
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	32 213 238	448 970		32 662 208
Installations techniques, matériel et outillage industriels	86 715 907	4 209 699	667 021	90 258 586
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	723 227	1 571		724 799
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 580 191	194 223		3 774 414
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	141 534 964	5 146 559	667 021	146 014 503
TOTAL GENERAL	145 320 876	5 300 149	517 535	150 103 490

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements					Provisions à la fin de l'exercice
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions			
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	Sortie de périmètre	
Provision pour litiges	1 250 064	176 305	1 022 056	111 699		292 614
Provision pour pension, obligations similaires	8 379 254	818 182	307 566			8 889 870
TOTAL	9 629 318	994 487	1 329 622	111 699		9 182 485

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 250 065	176 305	1 133 755	292 615
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	8 379 254	863 595	352 979	8 889 870
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	9 629 319	1 039 900	1 486 733	9 182 485
Dépréciations immobilisations incorporelles	149 486		149 486	
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	5 551 447	1 784 054	3 312 027	4 023 473
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	5 700 933	1 784 054	3 461 514	4 023 473
TOTAL GENERAL	15 330 252	2 823 954	4 948 247	13 205 959
Dotations et reprises d'exploitation		2 780 833	4 051 421	
Dotations et reprises financières		43 121		
Dotations et reprises exceptionnelles			747 340	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	98 335	98 335	
Autres immobilisations financières	121 076	121 076	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 831 891	3 831 891	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	44 955	44 955	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 575 144	2 575 144	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	217 830	217 830	
Groupe et associés	3 529 167	3 529 167	
Débiteurs divers	3 615 103	3 615 103	
Charges constatées d'avance	1 859 494	1 859 494	
TOTAL GENERAL	15 892 995	15 892 995	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	2 706 411	849 032	1 857 379	
Fournisseurs et comptes rattachés	28 429 403	28 429 403		
Personnel et comptes rattachés	4 645 143	4 645 143		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 694 871	3 694 871		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	311 976	311 976		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	196 606	196 606		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	15 539 727	15 539 727		
Autres dettes	363 236	363 236		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	219 473	219 473		
TOTAL GENERAL	56 106 846	54 249 467	1 857 379	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	699 032			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021
PRODUITS A RECEVOIR		
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
4181001000	CLIENTS - FACTURES A ETABLIR	1 676 469,53
4181001851	CLIENTS - FAE INTRA GROUPE PHIXEN	31 316,32
4181001852	CLIENTS - FAE INTRA GROUPE CSERVICE	48 243,87
4181001854	CLIENTS - FAE INTRA GROUPE THISSEN	12 340,02
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		1 768 369,74
AUTRES CREANCES		
4098001000	AVOIRS A RECEVOIR	271 407,22
4098002100	AVOIRS A RECEVOIR PHIXEN	242 013,60
4487001000	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	39 999,82
TOTAL AUTRES CREANCES		553 420,64
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 321 790,38

Compte	Libellé	31/12/2021
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		
4080001000	FOURNISSEURS 1/3 - FACTURES NON PAR	4 223 435,76
4080001050	FOURNISSEURS 1/3 - FACT.NON PARV CO	116 959,64
4080002000	FOURNISSEURS TIERS - FACTURES NON P	4 320 139,14
4080003000	FOURNISSEURS 1/3 - FACTURES NON PAR	-2 508 296,71
4080004000	FOURNISSEURS TIERS - FACTURES NON P	7 054 767,83
4080004001	FOURNISSEURS TIERS - FNP PENALITE T	1 461 735,13
4080004010	FOURNISSEURS 1/3 - FNP - CENEXI HSC	14 175,26
4080004050	FOURNISSEURS TIERS - FNP PHIXEN	25 468,60
4080004052	FOURNISSEURS TIERS - FNP - CSERVICE	226 578,84
4080004054	FOURNISSEURS TIERS - FNP - THISSEN	19 166,70
4080004056	FOURNISSEURS TIERS - FNP - HSC	2 835,05
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		14 956 965,24
AUTRES DETTES		
4198001000	CLIENTS - AVOIRS ET RRRRA A ETABLIR	358 971,43
TOTAL AUTRES DETTES		358 971,43
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
4282001010	PROVISION CP	1 666 683,83
4282001100	PROVISION CET	1 618 510,59
4282001600	PROVISION RC	148 868,97
4282001630	PROVISION RTT	109 715,63
4282001640	PROVISION HS	52 567,58
4286001000	PERSONNEL-IFC A PAYER	6 407,28
4286001010	PROVISION POUR PRIME	625 267,36
4286002000	PERSONNEL - NOTES DE FRAIS A PAYER	2 040,30
4286004000	PROVISION POUR INTERESSEMENT	321 649,70
4386001000	IFC CHARGES A PAYER	2 883,28
4386001010	CHARGES A PAYER SUR PRIME	227 345,88
4386001020	CHARGES SOCIALES SUR PROVISION	1 557 110,37
4386001500	CHARGE A PAYER SUR TAXE SUR REMUNER	59 976,70
4486001010	CHARGES FISCALES SUR PROVISION	53 487,33
4486002000	CAP CET	-177 829,92
4486004000	CAP TAXE SUR LES VEHICULES SOCIETE	1 182,50
4486005000	CAP AUTRES TAXES	49 258,24
4486006000	CAP TAXE SUR IFC	128,15
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		6 325 253,77
TOTAL CHARGES A PAYER		21 641 190,44

**Charges et produits constatés
d'avance**

Compte	Libellé	31/12/2021
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
4860001000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 811 842,43
4860002000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR ACH	47 651,82
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 859 494,25
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
4871001000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-219 472,66
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-219 472,66

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE			7 744 158		7 744 158
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs			5 162 764		5 162 764
Exercice en cours			693 411		693 411
TOTAL			5 856 175		5 856 175
VALEUR NETTE			1 887 983		1 887 983
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs			1 208 093		1 208 093
Exercice en cours			349 950		349 950
TOTAL			1 558 043		1 558 043
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus					
A plus d'un an et moins de 5 ans					
A plus de cinq ans			282 656		282 656
TOTAL			282 656		282 656
VALEUR RESIDUELLE					
Montant pris en charge ds exerc.					

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 857 143			7
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		16 498 025
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		16 498 025
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		7 222 601
	SOLDE	7 222 601
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		9 275 424

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
PRODUITS FINIS	3 960 541	30 854 267	34 814 808	39 239 765	-11,28 %
SERVICES	17 788 137	32 677 585	50 465 722	50 618 815	-0,30 %
TOTAL	21 748 678	63 531 852	85 280 530	89 858 580	-5,09 %

Opérations avec les entreprises liées

Poste de bilan concerné	Entreprises liées	Solde Débiteur	Solde créditeur
ACTIF			
Autres Créances	Phixen	242 014	
Clients	Phixen Cenexi Services Thissen HSC	31 316 48 244 12 340 0	
PASSIF			
Fournisseurs	Cenexi Services Thissen Phixen HSC		-226 579 -19 167 -25 469 -17 010
Autres Dettes	Phixen		-12 010 560
Dettes fiscales et sociales			

Résultat Financier	Entreprises liées	Solde Débiteur	Solde créditeur
Produits Financiers			
Charges Financières	Phixen	118 853	

Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	40 891
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	8 889 270
TOTAL ALLEGEMENTS	8 930 161
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-8 930 161
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

**Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
PHIXEN 52 rue Marcel et Jacques Gaucher 94120 Fontenay/bois	SAS	11 293 551	100,00 %

Engagements financiers
donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Créances cédées au factor	11 715 654					11 715 654
TOTAL	11 715 654					11 715 654
Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Engagement en matière de pension	249 208					249 208
TOTAL	249 208					249 208
Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

CENEXI

Société par actions simplifiée au capital de 20 000 001 €
Siège social : 52 rue Marcel et Jacques Gaucher, 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

440 198 687 RCS CRETEIL

---***---

**DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 30 JUIN 2022**

**DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
de l'exercice clos le 31 décembre 2021**

---***---

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 7 222 601,34 € de la manière suivante :

Perte de l'exercice :7 222 601,34 €

- Au compte "report à nouveau".

L'associée unique constate que compte tenu de ce résultat, les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social. Il conviendra donc, conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce, de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société, dans le délai de quatre mois à compter de la date de la décision.

Conformément à la loi, l'associée unique constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Certifié conforme
La Présidente



KPMG AUDIT ID
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Genexi S.A.S.

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2021

Cenexi S.A.S.

52, rue Marcel et Jacques Gaucher - 94120 Fontenay-sous-Bois

Ce rapport contient 38 pages

Référence : BD-222-001



KPMG AUDIT ID
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Cenexi S.A.S.

Siège social : 52, rue Marcel et Jacques Gaucher - 94120 Fontenay-sous-Bois
Capital social : €.20 000 001

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'attention de l'Associé unique de la société Cenexi S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Cenexi S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La société constitue des dépréciations de ses stocks selon les modalités décrites dans le paragraphe "Dépréciation des stocks" de la note « règles et méthodes comptables » de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, décrite dans le paragraphe "Dépréciation des stocks" de la note « règles et méthodes comptables » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels qui vous sont adressés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 30 mai 2022

KPMG Audit ID

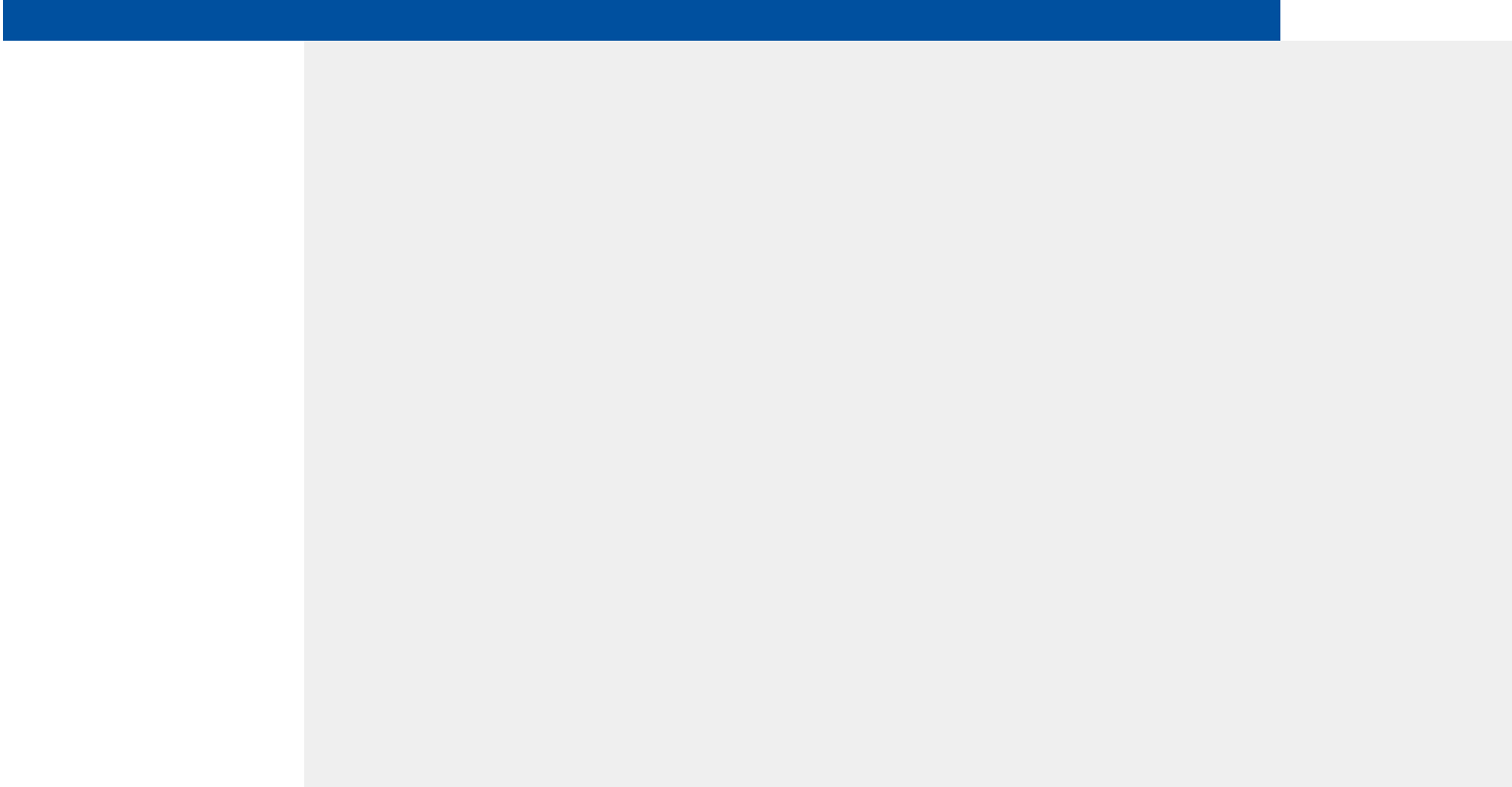
Bertrand Desbarrières
Associé

CENEXI

52 Rue Marcel et Jacques Gaucher

94120 FONTENAY SOUS BOIS

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -**Comptes annuels**

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	15
Amortissements	16
Provisions pour risques et charges	17
Provisions et dépréciations	18
Créances et dettes	19
Produits à recevoir	20
Charges à payer	21
Charges et produits constatés d'avance	22
Engagements de crédit-bail	23
Composition du capital social	24
Variation des capitaux propres	25
Ventilation du chiffre d'affaires	26
Charges et produits exceptionnels	27
Opérations avec les entreprises liées	28
Situation fiscale différée et latente	29
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	30
Engagements financiers donnés et reçus	31
Effectif moyen	32

Comptes annuels

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 898 234	3 566 049	332 185	244 092
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	584 805	522 939	61 866	63 216
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 661 479	87 186	2 574 293	2 576 084
Constructions	55 024 457	51 169 518	3 854 939	3 366 189
Installations techniques, matériel, outillage	119 373 306	90 258 586	29 114 720	23 269 497
Autres immobilisations corporelles	4 699 865	4 499 213	200 652	366 875
Immobilisations en cours	4 587 317		4 587 317	5 391 820
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1		1	1
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	98 335		98 335	98 595
Autres immobilisations financières	121 076		121 076	120 272
ACTIF IMMOBILISE	191 048 875	150 103 490	40 945 385	35 496 640
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	11 204 786	2 609 003	8 595 783	7 586 871
En-cours de production de biens	695 682		695 682	491 713
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	9 191 666	1 414 471	7 777 195	5 643 449
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	3 831 891		3 831 891	4 826 525
Autres créances	9 982 198		9 982 198	11 975 221
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	877 126		877 126	116 629
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 859 494		1 859 494	1 456 193
ACTIF CIRCULANT	37 642 842	4 023 473	33 619 369	32 096 600
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	228 691 718	154 126 964	74 564 754	67 593 240

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 20 000 001)	20 000 001	20 000 001
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 935 206	1 935 206
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 816 420	1 816 420
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-9 478 885	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-7 222 601	-9 478 885
Subventions d'investissement	2 225 283	2 225 283
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	9 275 423	16 498 025
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	292 615	1 250 065
Provisions pour charges	8 889 870	8 379 254
PROVISIONS	9 182 485	9 629 319
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	2 706 411	2 406 400
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 429 403	21 339 835
Dettes fiscales et sociales	8 848 595	11 731 487
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	15 902 963	5 786 313
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	219 473	201 862
DETTES	56 106 846	41 465 897
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	74 564 754	67 593 240

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	3 960 541	30 854 267	34 814 808	39 239 766
Production vendue de services	17 788 137	32 677 585	50 465 722	50 618 815
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	21 748 677	63 531 853	85 280 530	89 858 581
Production stockée			613 672	-4 215 369
Production immobilisée			488 927	387 474
Subventions d'exploitation			319 182	68 076
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 058 064	5 016 281
Autres produits			3 836 840	5 088 001
PRODUITS D'EXPLOITATION			94 597 216	96 203 044
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			22 463 218	25 219 504
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 200 538	-987 344
Autres achats et charges externes			29 218 402	29 657 325
Impôts, taxes et versements assimilés			2 875 233	3 871 536
Salaires et traitements			25 062 117	25 670 538
Charges sociales			10 580 546	10 882 967
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 300 148	4 647 738
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 784 054	2 928 591
Dotations aux provisions			996 779	1 560 874
Autres charges			1 675 304	1 365 580
CHARGES D'EXPLOITATION			98 755 263	104 817 308
RESULTAT D'EXPLOITATION			-4 158 047	-8 614 265
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			10	1 152
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			8 373	1 554
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			8 382	2 706
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			43 121	73 200
Intérêts et charges assimilées			230 398	217 243
Différences négatives de change			6 425	17 966
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			279 944	308 409
RESULTAT FINANCIER			-271 562	-305 703
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-4 429 609	-8 919 968

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 181 915	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	11 000	764 354
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	747 340	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 940 255	764 354
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 408 934	885 963
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 664	339 544
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 411 598	1 225 507
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 471 343	-461 153
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	321 650	97 765
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	97 545 853	96 970 104
TOTAL DES CHARGES	104 768 455	106 448 989
BENEFICE OU PERTE	-7 222 601	-9 478 885

Annexes

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Aucun changement de méthode comptable sur l'exercice 2021.

CHANGEMENT D'ESTIMATION COMPTABLE

Aucun changement d'estimation comptable sur l'exercice 2021.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Conséquences de la crise sanitaire COVID-19 :

La performance financière de Cenexi avait en 2020 été marquée par les effets de la pandémie de Covid-19, effets qui se sont poursuivis sur 2021, notamment, le report de paiement des charges sociales Urssaf des mois de mars à mai 2020 pour un montant de 2 872 K€. Au 31 décembre 2021, les dettes sociales faisant l'objet du report sont apurées et l'échéancier défini et convenu entre l'organisme social et la société Cenexi a été respecté.

A noter, qu'un nouveau report de paiement de charges sociales a été effectué courant 2021. Les dettes sociales faisant l'objet de ce report s'élèvent à 286 K€ au 31 décembre 2021 pour Cenexi et ont été payées le 25 janvier 2022.

Report de paiement de dettes fournisseurs

Le poste « fournisseurs et comptes rattachés » s'élève à 28 429 K€ au 31 décembre 2021, dont des échéances d'un montant total de 2 551 K€ pour lesquelles le paiement aurait dû intervenir sur 2021, et qui pour des raisons exceptionnelles, a eu lieu tout début 2022.

Inspection ANSM

L'établissement de Fontenay-Sous-Bois de Cenexi a fait l'objet entre le 25 et le 29 janvier 2021 de l'inspection de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament usuellement pratiquée tous les 2 ans dans le cadre du renouvellement du certificat d'exercice (Certificat BFP). Cette inspection a mis en évidence des écarts majeurs notifiés dans une lettre d'injonction en date du 2 juillet 2021 qui donne obligation de corrections au plus tard le 30 juin 2022. Pour autant l'ANSM a procédé au renouvellement du certificat pour les deux années à venir. Cenexi a mis en oeuvre les moyens pour satisfaire ses obligations le plus rapidement possible. Un suivi des actions est présenté, de manière régulière, au Conseil d'Administration et est communiqué mensuellement aux clients. Le plan de remédiation s'est clôturé à fin avril 2022 et l'ANSM a été informée de cette complétude.

Rachat du magasin technique auprès de VEOLIA

Dans le cadre de la réinternalisation du contrat des utilités géré par Véolia effective au 1er avril 2022, le stock de pièces détachées du site de Fontenay-sous-Bois a été racheté auprès de la société Véolia. Ce rachat impacte les comptes de la société Cenexi de la manière suivante au 31 décembre 2021 :

- + 976 K€ de valeur d'actif de stock
- + 976 K€ de dettes financières et comptes rattachés

Ces montants sont établis sur la base d'un inventaire contradictoire réalisé courant novembre 2021 entre Cenexi et

Règles et méthodes comptables

Véolia.

Contrôle fiscal :

Depuis le 21 décembre 2020, Cenexi fait l'objet par l'Administration Fiscale d'un contrôle de vérification de comptabilité au titre des années 2017 à 2019. A ce jour, le contrôle est toujours en cours et aucune rectification n'a été signifiée.

Ground 21 :

Le site Cenexi de Fontenay-sous-Bois est partiellement inexploité.

Dans le cadre de son plan de réaménagement du quartier, la municipalité a engagé un processus de rachat de ces bâtiments inexploités mais aussi des parkings et des parcelles voisines.

La partie du site visée par cette procédure correspond en grande partie à la zone historiquement exploitée par Roche pour ses activités de productions chimiques. Cette zone a été démantelée, dépolluée puis convertie en parking en 2002.

Sur les conseils des experts qui l'assistent, Cenexi explore toutes les voies permettant la meilleure valorisation du foncier concerné (la « Transaction »).

A des fins de préparation des éléments nécessaires à la Transaction, une analyse des sols et des sous-sols a été réalisée. Elle a mis en évidence quelques pollutions spécifiques dues aux productions chimiques historiques de Roche. Un plan de dépollution est engagé sans que ne soit remise en cause la conformité du site à l'usage qui en est fait et déclaré.

En complément, les sondages réalisés sur la zone pharmaceutique, en exploitation, et aux limites mitoyennes du site montrent que les sols et sous-sols de ces autres zones sont intègres.

Emprunts bancaires :

Courant 2021, la société Cenexi a souscrit un nouvel emprunt bancaire de 1M€ auprès de la Banque Neuflyze, remboursable en 20 échéances trimestrielles.

Les termes et conditions d'emprunts bancaires souscrits auprès des banques Neuflyze, LCL et Palatine contractés par Cenexi prévoient le respect de covenant, tous respectés au 31 décembre 2021.

Activité :

Au cours de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires de la société Cenexi s'est élevé à 85,281 millions d'euros en baisse par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 2020 (89,859 millions d'euros). Il se décompose comme suit :

- site de Fontenay-sous-Bois : un chiffre d'affaires de 77,070 millions d'euros en 2021 par rapport à 80,965 millions d'euros en 2020 ;

- site d'Osny : un chiffre d'affaires de 8,211 millions d'euros en 2021 par rapport à 8,893 millions d'euros en 2020 ;

Au cours de l'exercice 2021, la production de la société Cenexi se décompose de la façon suivante :

- le site de Fontenay-sous-Bois : 208,010 millions d'ampoules et 252,123 tonnes de fabrication de formes solides en 2021 par rapport à respectivement 231,543 millions d'ampoules et 265,246 tonnes de fabrication de formes solides en 2020 ;

- le site d'Osny : 17,689 tonnes de comprimés et gélules et 10,548 millions de packs en 2021 par rapport à 13,49 tonnes de comprimés et gélules et 12,15 millions de packs en 2020.

Règles et méthodes comptables

Investissements :

Les investissements corporels et incorporels réalisés par la société Cenexi s'élèvent à 10,724 millions d'euros en 2021 par rapport à 11,181 millions d'euros en 2020.

Les principaux investissements de l'exercice portent sur les projets suivants :

- Dépenses visant à améliorer la productivité ou la durée de vie : 7,979 millions d'euros
- Amélioration produits : 0,326 million d'euros
- Nouveaux produits : 0,493 million d'euros
- Réglementaire : 0,297 million d'euros
- Réduction des coûts : 0,954 million d'euros
- Informatique : 0.135 million d'euros
- Projet Urapidil Stragen (création d'une salle de fabrication) : 0,540 million d'euros

Autres produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation correspondent principalement à :

- des refacturations clients de matériels : 0,659 million d'euros en 2021 contre 0,922 million d'euros en 2020 ;
- des services intragroupes : 2,284 millions d'euros en 2021 contre 2,186 millions d'euros en 2020 ;
- des facturations de destruction et de frais d'articles de conditionnement : 0,791 million d'euros en 2021, contre 1,465 million d'euros en 2020 ;
- d'autres produits de 0,103 million d'euros en 2021 contre 0,516 million d'euros en 2020.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Cession du groupe Cenexi

En date du 16 mars 2022, une session d'information de la Présidence du groupe Cenexi s'est tenue afin d'informer les partenaires sociaux et les salariés de l'ensemble des sites du projet de cession du groupe. Après six ans d'activité, l'actionnaire actuel souhaite confier le développement du groupe à un nouvel actionnaire.

Litige ROCHE

Suite à différents litiges commerciaux, Cenexi et son client Roche ont trouvé un compromis sous forme de « settlement agreement » signé le 14 avril 2022. Cet accord impacte négativement de 1 967 K€ les comptes de la société Cenexi à la clôture 2021. Voici le détail de cet impact :

- 2 836 K€ de produits exceptionnels dont:
 - 2 182 K€ en produits exceptionnels sur opérations de gestion (reprise de provisions existantes)
 - 654 K€ en reprise exceptionnelle de provisions pour risques et charges
- 4 803 K€ de charges exceptionnelles sur opérations de gestion

Guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine n'impacte pas directement l'activité du groupe Cenexi mais a des répercussions sur le coût des énergies (gaz, électricité, ...). Le groupe Cenexi prévoit de répercuter à ses clients une partie de ces surcoûts énergétiques.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur brute des immobilisations incorporelles est comptabilisée pour sa valeur d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation des logiciels sont calculés selon le mode linéaire et d'après les durées d'utilité suivantes :

Règles et méthodes comptables

Immobilisations incorporelles

Logiciels de gestion	5 ans
Autres logiciels	2 ans

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire et d'après la durée d'utilité. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles

Agencements et aménagements de terrain	10 ans
Bâtiments	25 ans
Agencements aménagements des bâtiments	10 ans
Ouvrages d'infrastructure	10 ans
Installations complexes	15 ans
Installations de fabrique	15 ans
Matériel	10 ans
Petit outillage	2 ans
Véhicules	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier (acquis jusqu'au 31/12/2004)	3 ans
Mobilier (acquis à compter du 1/1/2005)	6 ans

Les immobilisations font l'objet d'une dépréciation si leur valeur nette comptable est supérieure à la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

De plus, en cas d'indice de perte de valeur, les immobilisations corporelles font l'objet d'une dépréciation basée sur les cash flow futurs actualisés.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évalués à leur valeur nominale.

STOCKS ET EN COURS

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués et encours de production sont évalués à leur coût de production.

Les charges fixes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion des coûts de sous activité.

DEPRECIATION DES STOCKS

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision.

- Articles de conditionnement, matières premières et principes actifs :
 - Stocks bloqués : dépréciation au cas par cas ;
 - Stocks à rotation lente : dépréciation à 50% si supérieure à 2 ans, 25 % si supérieure à 1 an ;
- Semi-finis :
 - Stocks bloqués et en quarantaine : dépréciation au cas par cas ;
- Produits finis :
 - Stocks bloqués et en quarantaine : dépréciation au cas par cas ;

Règles et méthodes comptables

- Dépréciation écrêtage - produits finis :

- Les stocks de produits finis sont ramenés à leur valeur actuelle, de manière à ce que leur prix de vente soit au moins supérieur à leur valeur stockée.

Les stocks de matières et de produits finis sont dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

- Pièces détachées :

Les pièces détachées sont dépréciées en fonction de leur taux de rotation selon l'échelle suivante :

- taux de rotation de 1 à 12 mois : pas de dépréciation
- taux de rotation de 13 à 24 mois : dépréciation à hauteur de 15%
- taux de rotation supérieur à 24 mois : dépréciation à hauteur de 50%
- taux de rotation nul : dépréciation à hauteur de 100%
- articles nouvellement créés en 2021 ou ayant eu une entrée en 2021 : pas de dépréciation

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances et les dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du cours de change à la date de clôture de l'exercice utilisé par le groupe. Les différences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écart de conversion actif ou passif. Les écarts de conversion actif ont donné lieu à la constitution d'une provision pour risques et charges.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles chaque dossier était susceptible de donner lieu.

L'état des créances mentionne le poste "Débiteurs divers" pour un total de 3,615 millions d'euros.

Ce poste est constitué à hauteur de 2,748 millions d'euros de compte courant envers l'organisme d'affacturage. Le montant des créances cédées au factor au 31 décembre 2021 s'élève à 11,716 millions d'euros et est mentionné dans les engagements financiers.

CAPITAUX PROPRES

Dans le cadre du financement d'une immobilisation liée à l'optimisation énergétique de l'installation thermique du site de Fontenay sous-bois, la société Cenexi a bénéficié de subvention d'investissement d'un montant total de 2 225 283€. Cette subvention finance partiellement l'acquisition. Au 31 décembre 2021, l'immobilisation n'est pas mise en service mais dès qu'elle le sera, la subvention sera reprise à hauteur des amortissements pratiqués.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Engagements en matière de retraite et de primes d'ancienneté

Conformément à la recommandation ANC 2013-02, les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite et de primes d'ancienneté, tels qu'ils résultent des conventions et des accords collectifs, font l'objet d'un calcul actuariel chaque année et sont comptabilisés sous forme de provision pour charge selon la méthode du corridor.

Traitement comptable

Le montant total de l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite et des primes d'ancienneté est constaté au bilan, en provisions pour pensions et obligations similaires.

Il comprend la valeur actualisée à la date de la clôture de l'obligation au titre des prestations définies, majorée des profits actuariels (minorées des pertes actuarielles), diminuée du coût des services rendus.

Les écarts actuariels sont comptabilisés selon la méthode du corridor.

Méthodes actuarielles et principales hypothèses retenues

Les indemnités de fin de carrière sont obligatoires pour la partie légale ou conventionnelle. Les primes d'ancienneté sont accordées aux salariés en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise.

Règles et méthodes comptables

La méthode d'évaluation retenue est celle des unités de crédit projetées avec prorata. Elle consiste à projeter le salaire jusqu'à la date de départ à la retraite du salarié et à déterminer le montant de l'indemnité à la date de départ à la retraite en fonction du barème la plus favorable pour le salarié, entre la convention collective nationale des industries chimiques et celle de l'industrie pharmaceutique.

Le passif social est égal à l'indemnité actualisée au taux de rendement financier net retenu sur la durée restant à courir de la date d'évaluation jusqu'à la date de départ à la retraite, montant pondéré par la probabilité de décès, de sortie de l'entreprise, etc.

Ces indemnités sont versées en une seule fois sous forme de capital et non sous forme de pension, et ne sont dues que si le salarié est présent au moment de son départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour établir le montant des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2021 sont les suivantes :

- Taux d'actualisation 0,98 % ;
- Taux de progression des salaires en fonction des catégories 1,5 % ;
- Taux de charges sociales et fiscales patronales 42,65% ;
- Taux d'inflation future : 2% ;
- Taux de rotation du personnel selon l'ancienneté des salariés et leur statut.

La recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée courant 2021 et publiée le 17 novembre 2021 n'est pas appliquée dans les comptes clos au 31 décembre 2021 du groupe Phixen.

Provisions pour litiges

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels, la société effectue une revue des risques potentiels et des litiges identifiés. En fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, et le cas échéant après concertation avec ses conseils, la société procède à la constitution ou à la mise à jour des provisions pour litiges constituées.

DEFINITION DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et/ou anormal, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de Cenexi. Il n'y a pas de changement par rapport à 2020.

Il s'agit notamment :

- des coûts de restructuration et de transformation de la société, dont les plans de départ (PSE, ...),
- des dépréciations exceptionnelles d'actifs (immobilisations incorporelles et corporelles, actifs circulants, ...),
- des coûts de consultance et d'avocats en restructuration et transformation,
- des coûts de départs (licenciements, ruptures conventionnelles, transactions) et des coûts de départ en retraite, ainsi que les charges sociales y afférentes,
- des provisions pour risques et charges exceptionnels,
- des pénalités et amendes,
- des dépréciations d'écarts d'acquisition,
- des produits de reprise des écarts d'acquisition négatifs,
- des subventions d'équilibre et d'investissement,
- des résultats de cession des immobilisations.

Règles et méthodes comptables

SITUATION FISCALE

Le résultat de l'exercice au plan fiscal est un déficit.

La société Cenexi fait partie d'un groupe d'intégration fiscale dont la société mère est Phixen.

La convention d'intégration fiscale liant les deux sociétés repose sur le principe de neutralité et conduit la société Cenexi à comptabiliser sa charge d'impôt éventuelle comme en l'absence d'intégration fiscale. En 2021, comme lors des années précédentes, aucun produit d'impôt n'est reconnu au titre du déficit fiscal constaté.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les rémunérations versées aux membres de la direction ne sont pas communiquées car cela reviendrait à donner une information individuelle.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

À ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R.123-198 11°.

COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

La loi n°2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale a réformé le financement de la formation professionnelle.

Ainsi le Compte Personnel de Formation (CPF) existe depuis le 1^{er} janvier 2015.

Les heures de formation au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) sont transférables et pouvaient être mobilisées dans les conditions du CPF jusqu'au 30 juin 2021.

La gestion de la formation a été externalisée auprès d'un Opérateur de Compétences (OPCO).

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 242 707		240 331
Terrains	2 661 479		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	19 836 923		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	33 959 508		1 231 848
Install. techniques, matériel et outillage ind.	109 985 404		11 322 809
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	726 927		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 943 366		29 572
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	5 391 820		1 574 450
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	176 505 428		14 158 679
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations		1	
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	218 867		13 461
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	218 868		13 461
TOTAL GENERAL	180 967 003		14 412 471

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			4 483 039	
Terrains			2 661 479	
Constructions sur sol propre			19 836 923	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		3 822	35 187 534	
Installations techn., matériel et outillages ind.	1 143 286	791 621	119 373 306	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			726 927	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			3 972 938	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	2 378 953		4 587 317	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 522 239	795 443	186 346 425	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		12 917	219 411	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		12 917	219 412	
TOTAL GENERAL	3 522 239	808 360	191 048 875	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 785 912	153 590	-149 486	4 088 988
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 785 912	153 590	-149 486	4 088 988
Terrains	85 395	1 790		87 186
Constructions sur sol propre	18 217 005	290 306		18 507 310
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	32 213 238	448 970		32 662 208
Installations techniques, matériel et outillage industriels	86 715 907	4 209 699	667 021	90 258 586
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	723 227	1 571		724 799
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 580 191	194 223		3 774 414
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	141 534 964	5 146 559	667 021	146 014 503
TOTAL GENERAL	145 320 876	5 300 149	517 535	150 103 490

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements					Provisions à la fin de l'exercice
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions			
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	Sortie de périmètre	
Provision pour litiges	1 250 064	176 305	1 022 056	111 699		292 614
Provision pour pension, obligations similaires	8 379 254	818 182	307 566			8 889 870
TOTAL	9 629 318	994 487	1 329 622	111 699		9 182 485

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 250 065	176 305	1 133 755	292 615
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	8 379 254	863 595	352 979	8 889 870
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	9 629 319	1 039 900	1 486 733	9 182 485
Dépréciations immobilisations incorporelles	149 486		149 486	
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	5 551 447	1 784 054	3 312 027	4 023 473
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	5 700 933	1 784 054	3 461 514	4 023 473
TOTAL GENERAL	15 330 252	2 823 954	4 948 247	13 205 959
Dotations et reprises d'exploitation		2 780 833	4 051 421	
Dotations et reprises financières		43 121		
Dotations et reprises exceptionnelles			747 340	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	98 335	98 335	
Autres immobilisations financières	121 076	121 076	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 831 891	3 831 891	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	44 955	44 955	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 575 144	2 575 144	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	217 830	217 830	
Groupe et associés	3 529 167	3 529 167	
Débiteurs divers	3 615 103	3 615 103	
Charges constatées d'avance	1 859 494	1 859 494	
TOTAL GENERAL	15 892 995	15 892 995	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	2 706 411	849 032	1 857 379	
Fournisseurs et comptes rattachés	28 429 403	28 429 403		
Personnel et comptes rattachés	4 645 143	4 645 143		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 694 871	3 694 871		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	311 976	311 976		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	196 606	196 606		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	15 539 727	15 539 727		
Autres dettes	363 236	363 236		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	219 473	219 473		
TOTAL GENERAL	56 106 846	54 249 467	1 857 379	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	699 032			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021
PRODUITS A RECEVOIR		
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
4181001000	CLIENTS - FACTURES A ETABLIR	1 676 469,53
4181001851	CLIENTS - FAE INTRA GROUPE PHIXEN	31 316,32
4181001852	CLIENTS - FAE INTRA GROUPE CSERVICE	48 243,87
4181001854	CLIENTS - FAE INTRA GROUPE THISSEN	12 340,02
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		1 768 369,74
AUTRES CREANCES		
4098001000	AVOIRS A RECEVOIR	271 407,22
4098002100	AVOIRS A RECEVOIR PHIXEN	242 013,60
4487001000	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	39 999,82
TOTAL AUTRES CREANCES		553 420,64
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 321 790,38

Compte	Libellé	31/12/2021
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		
4080001000	FOURNISSEURS 1/3 - FACTURES NON PAR	4 223 435,76
4080001050	FOURNISSEURS 1/3 - FACT.NON PARV CO	116 959,64
4080002000	FOURNISSEURS TIERS - FACTURES NON P	4 320 139,14
4080003000	FOURNISSEURS 1/3 - FACTURES NON PAR	-2 508 296,71
4080004000	FOURNISSEURS TIERS - FACTURES NON P	7 054 767,83
4080004001	FOURNISSEURS TIERS - FNP PENALITE T	1 461 735,13
4080004010	FOURNISSEURS 1/3 - FNP - CENEXI HSC	14 175,26
4080004050	FOURNISSEURS TIERS - FNP PHIXEN	25 468,60
4080004052	FOURNISSEURS TIERS - FNP - CSERVICE	226 578,84
4080004054	FOURNISSEURS TIERS - FNP - THISSEN	19 166,70
4080004056	FOURNISSEURS TIERS - FNP - HSC	2 835,05
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		14 956 965,24
AUTRES DETTES		
4198001000	CLIENTS - AVOIRS ET RRRRA A ETABLIR	358 971,43
TOTAL AUTRES DETTES		358 971,43
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
4282001010	PROVISION CP	1 666 683,83
4282001100	PROVISION CET	1 618 510,59
4282001600	PROVISION RC	148 868,97
4282001630	PROVISION RTT	109 715,63
4282001640	PROVISION HS	52 567,58
4286001000	PERSONNEL-IFC A PAYER	6 407,28
4286001010	PROVISION POUR PRIME	625 267,36
4286002000	PERSONNEL - NOTES DE FRAIS A PAYER	2 040,30
4286004000	PROVISION POUR INTERESSEMENT	321 649,70
4386001000	IFC CHARGES A PAYER	2 883,28
4386001010	CHARGES A PAYER SUR PRIME	227 345,88
4386001020	CHARGES SOCIALES SUR PROVISION	1 557 110,37
4386001500	CHARGE A PAYER SUR TAXE SUR REMUNER	59 976,70
4486001010	CHARGES FISCALES SUR PROVISION	53 487,33
4486002000	CAP CET	-177 829,92
4486004000	CAP TAXE SUR LES VEHICULES SOCIETE	1 182,50
4486005000	CAP AUTRES TAXES	49 258,24
4486006000	CAP TAXE SUR IFC	128,15
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		6 325 253,77
TOTAL CHARGES A PAYER		21 641 190,44

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2021
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
4860001000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 811 842,43
4860002000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR ACH	47 651,82
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 859 494,25
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
4871001000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-219 472,66
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-219 472,66

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE			7 744 158		7 744 158
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs			5 162 764		5 162 764
Exercice en cours			693 411		693 411
TOTAL			5 856 175		5 856 175
VALEUR NETTE			1 887 983		1 887 983
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs			1 208 093		1 208 093
Exercice en cours			349 950		349 950
TOTAL			1 558 043		1 558 043
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus					
A plus d'un an et moins de 5 ans					
A plus de cinq ans			282 656		282 656
TOTAL			282 656		282 656
VALEUR RESIDUELLE					
Montant pris en charge ds exerc.					

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 857 143			7
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		16 498 025
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		16 498 025
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		7 222 601
	SOLDE	7 222 601
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		9 275 424

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
PRODUITS FINIS	3 960 541	30 854 267	34 814 808	39 239 765	-11,28 %
SERVICES	17 788 137	32 677 585	50 465 722	50 618 815	-0,30 %
TOTAL	21 748 678	63 531 852	85 280 530	89 858 580	-5,09 %

Opérations avec les entreprises liées

Poste de bilan concerné	Entreprises liées	Solde Débiteur	Solde créditeur
ACTIF			
Autres Créances	Phixen	242 014	
Clients	Phixen Cenexi Services Thissen HSC	31 316 48 244 12 340 0	
PASSIF			
Fournisseurs	Cenexi Services Thissen Phixen HSC		-226 579 -19 167 -25 469 -17 010
Autres Dettes	Phixen		-12 010 560
Dettes fiscales et sociales			

Résultat Financier	Entreprises liées	Solde Débiteur	Solde créditeur
Produits Financiers			
Charges Financières	Phixen	118 853	

Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	40 891
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	8 889 270
TOTAL ALLEGEMENTS	8 930 161
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-8 930 161
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

**Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
PHIXEN 52 rue Marcel et Jacques Gaucher 94120 Fontenay/bois	SAS	11 293 551	100,00 %

Engagements financiers
donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Créances cédées au factor	11 715 654					11 715 654
TOTAL	11 715 654					11 715 654
Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Engagement en matière de pension	249 208					249 208
TOTAL	249 208					249 208
Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

